

*[Texte]*

Some of them like the country, like the area, and would prefer to be landed immigrants, to live here. If naturally would make it much better for industry then to say, well, at least we know the apprentices we have for the next four years will be understudying these people; they are there; they have a resource base to go to learn.

I may skip over several things here, and they are not necessarily in order of importance, they are just items we did note.

The trade and technical schools must remain more aware of current industry needs. From time to time it is quite apparent to industry that there is a tendency or appears to be a tendency within some of the trade schools and some technical schools to carry on with outmoded programs. Students or young people may not have very promising careers if they go with those programs. Whether these programs are carried on due to inborn political sequences within the school system, we do not really know. But there are needs in this area which our own trade schools could meet and they are not as receptive to them or they do not meet the need as rapidly as possible. We can look at another province which has fewer needs and they are running those programs successfully, so we wonder how up to date the trade schools are. I know that is not a federal thing, yet it is federal dollars which pay for the training.

As John said, as a major employer we find ourselves providing more than our share of training in all fields of construction and secondary industry. It is probably the price you pay for being one large employer in, as was noted earlier, a city of many small industries. It does hurt, because you train and you lose your people not just to Alberta or Ontario but to secondary industry, where someone's brother starts a welding company and knows where to get his welders. We are doing this and we do feel that pinch.

The government subsidy for assisted training programs—and this is directly from the fact that we are doing a lot of training—the government subsidy does not really compensate an employer for the number of hours and the decrease in production he goes through while training a person, particularly in apprenticeship, where it is a long duration—a three, four or five year apprenticeship. The program from CEIC may appear to cover 40 per cent, but that is 40 per cent of actual wages and it obviously is not anywhere near 40 per cent of the cost of employing an untrained man.

*[Traduction]*

renouvelé à nouveau. Certains de ces travailleurs aiment le pays, aiment la région, et préféreraient être des immigrants reçus, vivre ici. Naturellement, les choses seraient beaucoup plus faciles pour nous en pareil cas, car les apprentis pourraient alors poursuivre leur formation pendant quatre ans sous la direction de ces travailleurs; ils sont là, ils peuvent compter sur une personne ressource pour apprendre.

Il est possible que j'omette certaines choses, et les points que je soulève ne sont pas nécessairement présentés par ordre d'importance, ce sont tout simplement des points que nous avons relevés.

Les écoles de formation professionnelle et technique doivent se tenir davantage au courant des besoins de l'industrie. De temps à autre, il nous apparaît évident que certaines écoles de métier et certaines écoles de formation professionnelle ont tendance ou semblent avoir tendance à conserver des programmes désuets. Les étudiants n'ont pas de carrières très prometteuses devant eux. Ces programmes sont-ils conservés à cause d'une ligne de conduite interne dans le système d'éducation? Nous l'ignorons. Chose certaine, il y a des besoins auxquels nos propres écoles de formation professionnelle pourraient répondre dont elles ne tiennent pas suffisamment compte ou auxquels elles ne répondent pas assez rapidement. Nous savons que dans une autre province, qui a des besoins moins grands que les nôtres, de tels programmes sont mis en œuvre avec succès, ce qui nous amène à nous demander dans quelle mesure nos écoles de formation professionnelle ont des programmes à jour. Je sais que cette question n'est pas du ressort du gouvernement fédéral, mais il n'en reste pas moins que la formation est financée à même l'argent du fédéral.

Comme John l'a dit, notre société qui est un important employeur, fait plus que sa part pour ce qui est de la formation de la main-d'œuvre dans tous les métiers du secteur de la construction et du secteur de l'industrie secondaire. C'est probablement le prix que doit payer un employeur important, comme cela a déjà été signalé, dans une ville regroupant beaucoup de petites industries. Nous souffrons de cette situation parce que former des gens pour qu'ils nous soient ensuite subtilisés non seulement par l'Alberta ou l'Ontario, mais aussi par l'industrie secondaire: un parent de quelqu'un part une compagnie de soudure et vient chercher chez-nous ses soudeurs. C'est ainsi que les choses se passent, et nous nous sentons lésés.

Les subventions que le gouvernement fédéral accorde pour des programmes de formation . . . et cette question nous touche directement, parce que nous nous occupons très activement de formation . . . les subventions du gouvernement, donc, ne dédommagent pas vraiment un employeur pour les heures consacrées à la formation et pour la diminution de la production qu'entraîne la formation d'une personne, lorsqu'il s'agit d'un apprenti surtout, la période de formation étant longue à ce moment-là . . . pouvant s'échelonner sur trois, quatre ou cinq ans. Le programme de la CCEI peut sembler couvrir 40 p. 100 des coûts, mais il couvre en fait 40 p. 100 des salaires, ce qui est évidemment très loin de la somme représentée par 40 p. 100 de ce qu'il en coûte pour employer un homme qui n'a pas de formation.